



## Les jobs de demain

# ANALYSTE EXTRA-FINANCIER (ESG)

**La crise financière, le renforcement de la réglementation et l'essor de la finance durable exigent des talents capables de passer au peigne fin la performance environnementale, sociale et de gouvernance des entreprises (ESG). Le métier d'analyste extra-financier, en particulier, deviendra incontournable.**

TEXTES : LUCILE CHEVALIER

**M**axence Rousson est un acteur de la finance durable. Il est analyste ESG (Environnement, social et gouvernance) chez Covéa Finance. «*Mon rôle est le même que celui d'un analyste financier. J'analyse les risques et opportunités auxquels les entreprises sont exposées pour aider les gérants de portefeuilles à prendre les meilleures décisions d'investissement possible. Mais mon approche est différente. Si l'analyste classique se fonde principalement sur les états financiers de l'entreprise, l'analyste ESG étudie la performance extra-financière : l'environnement, le social et la gouvernance*», explique-t-il.

### **Déceler les entourloupes et le greenwashing**

Chez Covéa Finance, ils sont quatre à mener ces études ESG : la responsable, deux analystes – dont Maxence – et un stagiaire. «*Nous nous appuyons sur toutes les informations publiées par l'entreprise, en particulier le développement durable. Il faut savoir être critique envers la communication des entreprises et pouvoir décoder un jargon très technique masquant parfois entourloupes et greenwashing*», poursuit-il. Un vrai travail d'enquêteur.

Taux de turnover, formation des salariés, dialogue social avec les syndicats, bilan carbone, politique de rémunération, parité, composition du conseil d'administration, gestion de l'énergie, de l'eau et des déchets, séparation des fonctions de président et de directeur général... Voilà autant d'indices de la solidité ou de la fragilité d'une entreprise.

«*En avril 2010, par exemple, la plateforme pétrolière Deepwater a explosé. Les états financiers de BP ne permettaient pas d'expliquer ce désastre*», se rappelle Silvia Rossetto, professeure de finance à la Toulouse School of Economics. «*L'entreprise était rentable. Pour comprendre, il a fallu se pencher sur*

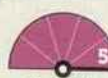
*le "social" et sur la gestion par BP de sa relation avec les sous-traitants en charge de la maintenance et de la sécurité. La catastrophe aura au final coûté 61,6 milliards à la compagnie pétrolière et une baisse de son action.*»

### **40% d'emplois en plus dans ce secteur**

Le métier d'analyste ESG, dans le sillage de la finance durable, connaît depuis quelques années un véritable essor. En 2018, les investissements « responsables »\* ont bondi de 40% pour atteindre, fin 2018, 1458 milliards d'euros, soit 38% des sommes collectées et investies en France, pointe l'Association française de la gestion

## QUELLES FORMATIONS ?

Deux chemins mènent au métier d'analyste ESG. Celui de la finance : le master Finance responsable de la Kedge Business School ou un master classique en finance. Pour consolider son CV, l'étudiant doit effectuer au moins un stage dans un service dédié à l'investissement socialement responsable. Le second chemin est celui d'une spécialisation sur les enjeux sociaux, environnementaux et de gouvernance. Ainsi, les diplômés d'un master RSE (Responsabilité sociale des entreprises), en droit, les ingénieurs sensibilisés à la question de la transition environnementale et les anciens de Science Po intègrent aussi les recruteurs.



Degré de technicité



Lien avec l'écologie



Facilité d'insertion professionnelle

## CAS PRATIQUE : RENAULT, NISSAN, MITSUBISHI ET L'AFFAIRE CARLOS GHOSN

financière (AFG). L'emploi suit la même trajectoire : 154 personnes (analystes ESG et gérants de portefeuilles en majorité) travaillaient dans la finance durable en 2018, contre 100 en 2015, souligne, pour sa part, une étude de Birdeo, cabinet de recrutement spécialisé dans le développement durable. « Soit une hausse de 15% par an. Pour 2019, nous anticipons une hausse de 40% », précise Caroline Renoux, directrice de Birdeo. Plusieurs facteurs contribuent à cette progression. « La crise financière a amené le secteur à questionner ses pratiques : il fallait réhabiliter le temps long et envisager le retour sur investissement à moyen et long terme. Il y avait aussi la nécessité de montrer que la finance pouvait jouer un rôle positif dans l'économie et la société. Enfin, la nouvelle réglementation incite entreprises et investisseurs à développer durablement leur activité et à rendre des comptes sur

leur impact en matière sociale, sociétale et environnementale (loi NRE de 2001, loi Grenelle 2 de 2010, loi sur la transition énergétique de 2015) », explique Catherine Karyotis, responsable du mastère Analyse financière internationale à la Neoma Business School. Les analystes ESG disposent ainsi de plus en plus d'informations et de matière pour mener leurs enquêtes. Mais sont-ils vraiment écoutés par les gérants de portefeuilles ? Ou font-ils partie à leur insu d'une opération de *greenwashing* de la part des sociétés de gestion d'actifs ? Les professeures Silvia Rossetto et Catherine Karyotis pensent au contraire que l'approche ESG va continuer à se généraliser et Covéa Finance va renforcer cette année son équipe ESG 🌱

\* Investissement responsable = Investissement socialement responsable (ISR)  
+ approches ESG 1458 milliards d'euros d'IR fin 2018 dont 417 milliards d'ISR et 1041 milliards en approches ESG.

Le 19 novembre 2018, à l'aéroport de Tokyo. Carlos Ghosn, le patron de Renault Nissan, est arrêté. Il est soupçonné d'avoir omis de déclarer aux autorités boursières japonaises, entre 2010 et 2015, une grande partie de ses revenus (38 millions d'euros). Le cours de l'action du constructeur automobile chute de 8%. Les médias parlent alors de « surprise ». Pourtant, quelques « signaux faibles » au niveau de la gouvernance auraient pu les alerter. Premièrement : la concentration des pouvoirs. PDG de Renault, de Nissan et de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, Carlos Ghosn cumulait tous les postes décisionnaires. L'ancien patron avait également placé des fidèles à la tête de directions clés. Greg Kelly était par exemple administrateur responsable du service juridique et des ressources humaines. Les conseils d'administration n'étaient pas des lieux de débat : ils duraient moins de 20 minutes jusqu'en juin 2018 et la nomination de deux administrateurs indépendants. Une absence de contre-pouvoirs, c'est un terrain favorable pour les fraudes. Deuxièmement : une rémunération contestée. Au printemps 2016, les actionnaires rejettent la proposition de rémunération du PDG, jugée excessive (plus de sept millions d'euros). Le conseil d'administration décide tout de même de la valider. Un acte de défiance envers les actionnaires qui a contribué à dégrader l'image du dirigeant.